

Tous en grève **interprofessionnelle !**
Manifestation **le 9 avril à 10h à la Comédie**

Le 9 avril, C.G.T., F.O., Solidaires et F.S.U appellent l'ensemble des salariés du public et du privé à faire grève contre « le pacte de responsabilité, la rigueur budgétaire, la réforme territoriale, [...] la loi Macron, [qui] aggravent la situation des salariés, des retraités et des chômeurs ». Nos organisations se félicitent de cet appel.

L'austérité, dans nos établissements (universités, labo de recherche, services),

c'est quoi au niveau national ?

— Les **rémunérations stagnent** depuis des années. La précarité continue à miner le secteur. Les personnels voient leurs conditions de travail se dégrader quotidiennement (stress, harcèlement, *burn out*...). *b*

— Les établissements **ferment des formations, gèlent des postes** de fonctionnaires, **li cencient des contractuels**,
suppriment les **postes d**,

ATER

... le tout dans le cadre de fusions d'universités. La création à marche forcée des Communautés d'universités et d'établissements (ComUE) et la réforme du C.N.R.S. dictée

par le Contrat d'objectif organisent la
r
é
gionalisation
et la
privatisation
de l'E.S.R.

Ces dégradations sont principalement les conséquences de « l'autonomie » des établissements (Responsabilité et compétences élargies, loi L.R.U.-Pécresse), de la restructuration de l'E.S.R. (loi L.R.U.-Fioraso, regroupements d'établissements) et des
s
é
v
è
res coupes budgétaires
é
taires
.

Sur Montpellier, l'austérité, c'est :

Les conséquences de la fusion U.M. 1-U.M. 2 sont catastrophiques, les personnels sont obligés de postuler à leur propre poste, des menaces existent quant aux personnels sur des emplois « fonction support ». La réorganisation a entraîné de nombreux stress chez les personnels. Les budgets adoptés par les C.A. à l'U.M. 1, 2 et 3 ont tous subis des coupes claires dans leur budget. Ainsi, des milliers d'heures sont

supprim

é

s

en master à l'U.M. 3, les crédits récurrents de nombreux labos ont été baissés. Certains bâtiments et sanitaires sont en situation de délabrement. Des

centaines de pr

é

caires

(au C.N.R.S., au CROUS, dans les universités) sont

d

é

gag

é

s des services

pour éviter d'avoir à la CDIser ou leur faire passer un concours réservés...
pour embaucher d'autres personnels précaires !

Voilà ce qu'entraînent le **pacte de responsabilité** et ses 50 milliards d'économies. Ce n'est pas terminé : la commission européenne demande au gouvernement 4 milliards d'économies supplémentaires en 2015, et 30 milliards d'ici à 2017 !

Par la grève, tous ensemble, obtenons :

— hausse immédiate des salaires,

— plan de recrutement de fonctionnaires pour résorber la précarité,

— arrêt des restructurations dans l'enseignement supérieur et la recherche : halte aux ComUE et aux fusions,

— abrogation des lois L.R.U. et E.S.R., développement du service public national sur l'ensemble du territoire,

— maintien du réseau des CROUS, maintien des E.P.S.T. et des statuts nationaux de fonctionnaires d'État, défense de la Sécurité sociale,

— arrêt des exonérations de cotisations patronales,

— retrait du Pacte de responsabilité, et du projet de loi Macron.

Heures d'information syndicale :
— Université Paul-Valéry, salle B 308 le jeudi 2 avril à 13h

— C.N.R.S., amphi DR13 le mardi 7 avril à 13h